

# THE CARTER CENTER



## LE CENTRE CARTER

*Approches inclusives de prévention de l'extrémisme violent  
Rapport sur le 1<sup>er</sup> atelier de travail du nouveau groupe  
Mars 2018*

### **Sommaire exécutif**

Le Centre Carter a organisé, en Suisse, du 16 au 18 mars 2018, un atelier de trois jours auquel a participé un nouveau groupe de leaders religieux et communautaires de Belgique, de France, de Libye, du Maroc, de Tunisie et des États-Unis. Il s'agit du premier atelier de travail de la phase 2 de l'initiative « Approches inclusives de prévention de l'extrémisme violent » lancée par le Centre Carter. Les personnes qui y ont participé étaient des leaders religieux traditionnels et conservateurs, des avocats, des militants des droits de l'Homme, des professeurs et des journalistes qui s'appuient sur de grands réseaux locaux et jouissent d'un capital social leur permettant d'influencer le discours public. Les participants ont rapidement manifesté une détermination partagée à prévenir l'extrémisme violent et ont indépendamment établi une plateforme de communication en ligne, avant même la fin de l'atelier de travail, pour pouvoir continuer de discuter ensemble à distance. Ils se sont également sentis inspirés par les 60 projets locaux de prévention de l'extrémisme violent qui ont été élaborés par les participants de la phase 1 et sont impatients d'assumer la prise en charge de leurs initiatives en temps voulu.

Les séances de trois jours ont été axées sur quatre thèmes principaux : 1) décortiquer et combattre la propagande de recrutement de Daech; 2) comprendre l'islamophobie et la suprématie blanche; 3) reprendre la parole grâce aux réseaux sociaux et aux politiques participatives; et 4) favoriser les coalitions intramusulmanes et intermusulmanes dans la lutte contre l'extrémisme.

### **Comprendre la propagande de l'extrémisme violent**

Houda Abadi, directrice adjointe du Centre Carter, a présenté aux participants les origines du projet des approches inclusives du Centre qui visent à prévenir l'extrémisme violent ainsi que ses méthodes et les leçons qui en ont été tirées. Grâce à une recherche axée sur l'action et à des ateliers de travail réitératifs de renforcement des capacités, le projet vise à discréditer la propagande de

Daech et la montée de l'islamophobie par l'intermédiaire d'un autre modèle localisé qui a pour but de renforcer les capacités des chefs religieux et communautaires locaux.

Une grande partie des participants à l'atelier ne connaissait pas le matériel de propagande de Daech. Les participants ont été informés des méthodes de recrutement et de la communication politique de l'organisation; en fait, Daech utilise des images et des textes qui lui permettent de construire un discours culturellement spécifique qui la rend légitime, encourage la division et promeut l'action violente. Les participants à l'atelier ont particulièrement été intéressés par les sept discours que le Centre Carter a identifiés dans la propagande de Daech et surpris de constater la rareté de discours purement religieux. Globalement, l'analyse du Centre Carter montre que les arguments explicitement religieux apparaissent dans à peine 9 % des vidéos de Daech; 58 % des vidéos analysés ne contiennent aucune référence coranique.<sup>1</sup> Les participants ont appris que les stratégies de communication de Daech évoluent en temps réel. La propagande actuelle incite les sympathisants à commettre des actes terroristes dans leur pays d'origine. Simultanément, la proportion de vidéos promouvant la création d'un Etat et fournissant des services sociaux a diminué (de 18 % à 6 %) depuis le pic du contrôle territorial du groupe en 2015, alors que les discours portant sur le jihad militaire et les appels religieux ont augmenté (respectivement, de 37 % à 56 %, et de 6 % à 15 %).

La formation sur la propagande de recrutement des extrémistes a inclus des séances interactives où les participants ont été invités à analyser et à décortiquer une compilation de vidéos sur les recrutements effectués par Daech. Les participants ont noté que les thèmes des vidéos sont susceptibles d'attirer tous les musulmans, tout en contenant des aspects ultralocaux. Le logo et le montage astucieux des vidéos ont aidé Daech à établir une image de marque et à lui garantir une légitimité. Les participants ont commenté la diversité raciale et l'harmonie dépeintes dans les vidéos. L'équilibre entre les scènes de violence et le cadre utopique a également été mis en lumière. Après la présentation du matériel produit par Daech, les participants ont eu la possibilité de critiquer une vidéo sur la déradicalisation qui a été diffusée par un gouvernement de l'Occident. Les participants ont remarqué que la vidéo s'appuyait sur des stéréotypes et que son message était sérieusement compromis par le messenger, ce qui souligne le fait que les gouvernements sont souvent perçus comme n'ayant pas de légitimité pour ce qui est des questions religieuses et que les programmes de prévention sont plus efficaces lorsqu'ils sont gérés par les communautés.

### **Montée de l'islamophobie et des groupes de suprématie blanche**

L'extrémisme pratiqué par Daech n'est pas unique ni n'est la menace la plus imminente pour les musulmans de l'Occident qui sont nombreux à faire face à l'islamophobie sous la forme de crimes

---

<sup>1</sup> Voir : Le Centre Carter, Guidebook of Research and Practice to Preventing Violent Extremism (Manuel de recherche et de pratique pour prévenir l'extrémisme violent), septembre 2017, [https://www.cartercenter.org/resources/pdfs/peace/conflict\\_resolution/countering-isis/guidebook-of-research-and-practice-to-preventing-violent-extremism.pdf](https://www.cartercenter.org/resources/pdfs/peace/conflict_resolution/countering-isis/guidebook-of-research-and-practice-to-preventing-violent-extremism.pdf)

haineux et de politiques nationales discriminatoires. Heidi Beirich, directrice de l'Intelligence Project du centre de la Southern Poverty Law (SPLC), a mis l'accent sur les similitudes entre Daech et les groupes de suprématie blanche. Les recrues des deux groupes souffrent de désagrégation sociale et de griefs, développent un sentiment d'appartenance au sein des communautés en ligne et hors ligne et se considèrent comme étant les protagonistes de leurs propres discours. La haine est devenue de plus en plus mondialisée et entrecroisée (misogynie, antisémitisme, islamophobie, et homophobie s'alimentent mutuellement). Selon le SPLC qui suit de près les groupes de haine aux Etats-Unis, le nombre de groupes de suprématie blanche augmente constamment depuis l'an 2000. Entre 2016 et 2017, le nombre des groupes de haine contre les musulmans a augmenté aux Etats-Unis de 101 à 114. Cette expansion réelle est éclipsée par l'augmentation des manifestations de haine sur l'espace en ligne et l'amplification de ces deux phénomènes est liée à la normalisation accrue des opinions appuyant la suprématie blanche dans les discours politiques.

L'islamophobie fait valoir que le terrorisme est uniquement un problème musulman, et Beirich a prouvé que pour lutter contre ce phénomène, il est impératif de largement faire reconnaître que les organisations blanches ne sont pas uniquement capables de recourir à la violence terroriste, mais se livrent activement au terrorisme aux Etats-Unis. Elle s'est dite certaine qu'une base solide de faits et de chiffres qui est accompagnée de récits émotionnels convaincants pourrait inverser le courant de la perception publique. La représentation positive des musulmans en tant que figures inspiratrices pourrait également commencer à améliorer la situation. Entre-temps, le SPLC continue de collaborer avec les organisations des réseaux sociaux pour retirer les discours de haine.

Marouane Mohamed, l'ancien directeur général du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), a considéré que l'islamophobie est soutenue et encouragée par les structures étatiques sociales, contrairement à Beirich qui a parlé de racisme et de haine flagrants. Les attaques du Bataclan en 2015 ont permis au gouvernement français de mettre en œuvre des mesures d'état d'urgence préparées à l'avance (telles que le contrôle des frontières et les perquisitions à domicile) qui ont disproportionnellement et malencontreusement visé les musulmans français. En outre, les statistiques concernant les actes islamophobes sont sous-représentées : 1 victime de crimes de haine anti-musulmans sur 5 ne signale pas les abus qu'elles endurent. Les raisons de ce silence incluent la peur que le signalement n'entraîne une surveillance supplémentaire de la communauté par l'Etat, la méconnaissance des droits et des lois et la conviction que le signalement d'abus ne mènera pas à la justice. Mohamed a expliqué que les discours islamophobes virulents, populaires dans les médias français qui parlent d'invasion musulmane des sociétés occidentales servent à légitimer la discrimination.

Mohamed a présenté des propositions pour améliorer la situation. Il a noté que le discours le plus efficace contre « les musulmans sont dangereux » n'est pas « les musulmans sont gentils », mais plutôt « les musulmans sont normaux »; en effet, les musulmans doivent être représentés comme

de véritables êtres humains qui possèdent des qualités et des défauts. Les modèles inspirateurs et la représentation de musulmans renommés sont également nécessaires pour galvaniser et inspirer les jeunes. Mohamed a aussi fortement recommandé la collecte rigoureuse de données. Les données peuvent apporter une idée claire de l'ampleur du problème, ce qui permettra aux groupes de planifier, de cibler et de financer leurs campagnes contre l'islamophobie. Les données permettent aux ONG qui sont relativement petites d'avoir un grand impact. Malgré l'importance accordée aux statistiques, Mohamed a reconnu que certaines composantes de l'islamophobie ne pouvaient être quantifiées, à savoir, l'impact psychologique des discours et des micro-agressions islamophobes.

Les participants ont convenu que le signalement des crimes de haine doit être interprété comme un signe de force et non de faiblesse. Les participants ont également conclu que les données seules ne suffisent pas; les statistiques doivent être accompagnées d'anecdotes intéressantes pour développer un discours puissant qui combat l'extrémisme et soutient la justice.

### **Le pouvoir de la narration : les réseaux sociaux; la navigation dans l'espace médiatique hostile**

Au cours de la décennie précédente, le paysage politique et médiatique a considérablement changé en raison de l'augmentation des plateformes de communication, du journalisme citoyen et des réseaux sociaux omniprésents. Compte tenu de la couverture médiatique partielle des musulmans et les stéréotypes grossiers d'une part, et le contrôle qu'exerce Daech sur l'espace médiatique d'une autre part, il est impératif que les leaders musulmans locaux changent de rôle, en passant de consommateurs passifs des médias à des producteurs actifs de leurs propres histoires. De nombreux ateliers de travail ont été conçus pour former les participants aux médias afin qu'ils puissent les utiliser pour lancer des contre-discours efficaces. Wajahat Ali, rédacteur au New York Times et producteur nommé aux Emmy, a mis l'accent sur l'importance des histoires qui servent de véhicules permettant de renforcer les organisations locales et de maintenir la solidarité au sein des communautés locales. Ali a passé en revue les éléments de base d'une narration efficace, en rappelant aux participants que s'ils omettent d'écrire leurs propres histoires, d'autres, notamment Daech et l'industrie islamophobe, le feront pour eux.

Dans le cadre d'une séance particulièrement productive, les participants ont eu quatre minutes pour préparer leurs histoires en utilisant les éléments de la narration. Ensuite, les groupes ont discuté de ces histoires et les ont passées en revue. Les composantes fondamentales de « l'histoire publique » ont été présentées aux participants : le « moi » (une histoire de soi), le « nous » (les objectifs communs de la communauté) et le « moment présent » (le choix que la communauté doit faire au moment présent). Ayant établi ces principes, les participants sont revenus sur leurs histoires et en ont composé d'autres qui ont plus d'impact émotionnel. Ils ont reconnu qu'auparavant ils éprouvaient plus de difficultés à transmettre leur message de façon concise. La séance s'est terminée par la revue des principales règles de communication d'un message, en particulier,

l'importance de combiner les émotions avec des faits, la nécessité que les narrateurs cultivent leur autorité et la capacité d'apporter des solutions pratiques et concrètes.

Les séances de formation médiatique ont aussi été axées sur les réseaux sociaux et le journalisme citoyen en tant que moyens potentiellement efficaces pour que les histoires aient un impact sur le paysage politique et médiatique. Les experts se sont concentrés sur les possibilités et les défis que représente la navigation dans les espaces médiatiques complexes et la réclamation d'autres plateformes. Ils ont souligné les quatre principales fonctions des réseaux sociaux - la narration d'histoires, le réseautage, la promotion d'idées et de projets, la publication - et suggéré certaines règles principales qui permettent d'exploiter au mieux cette ressource. Certaines de ces règles - ce que vous dites importe moins que la manière dont votre message est interprété et, l'exactitude des faits est plus cruciale que l'immédiateté du message - ont réellement trouvé écho parmi les participants. Les séances interactives ont exigé des participants de créer et de partager une histoire originale sur les réseaux sociaux. L'histoire devait être personnelle, illustrer une valeur partagée, être pertinente pour leur communauté et inspirer l'action. A la fin de la journée, la publication sur réseaux sociaux qui a eu le plus d'impact a été déclarée gagnante.

D'autres activités de groupe interactives ont mis en pratique les formations médiatiques. L'on a présenté aux participants une simulation de flash info sur une attaque terroriste perpétrée dans une ville occidentale et l'auteur a été identifié comme étant musulman. Les participants à l'atelier ont été divisés en six groupes et ont joué le jeu en répondant à des questions devant des médias hostiles. S'adressant aux médias, les participants ont condamné l'attaque, souligné que le terrorisme ne distingue pas les religions, les origines ethniques ou les nationalités, déchiffré le sens réel du mot « jihad », exhorté l'adoption d'une approche axée sur les droits pour traiter l'extrémisme violent et appelé les médias à offrir aux musulmans une plateforme de manière régulière, et non seulement au lendemain d'une attaque. Les participants ont reçu les critiques constructives de leurs pairs. Les points positifs à retenir ont été l'appui de leurs réponses par des statistiques, les appels à la solidarité et le recours à des anecdotes vivides. Les domaines à améliorer se situent dans le danger d'analyser la terminologie immédiatement après une attaque au moment où les nuances sont négligées et la tendance à être excessivement défensif et apologétique. Alors que cette activité s'est avérée intense, la plupart des participants y ont pris part et l'ont appréciée.

### **Stratégies politiques et sociales pour une action efficace**

L'Ambassadeur Ebrahim Rasool, l'ancien ambassadeur de l'Afrique du Sud aux Etats-Unis et fondateur d'Un monde pour tous (World for All Foundation), a partagé des leçons importantes tirées de l'Afrique du Sud en matière de lutte contre l'extrémisme violent. Le combat pour la justice doit préserver sa valeur morale grâce à des processus inclusifs favorisant la justice et la réconciliation. Les musulmans de l'Afrique du Sud ont refusé de prioriser leur souffrance ou d'élever leur esclavage au-dessus des autres formes d'oppression. Ceci est dû au fait qu'ils étaient conscients que les différents types d'oppression naissent d'une seule source et s'alimentent

mutuellement. Rasool a considéré que les problèmes de Daech et de l'islamophobie sont profonds, mais ne sont ni isolés ni uniques. Un changement réel nécessite l'établissement de partenariats avec d'autres groupes qui traitent toutes les formes d'extrémisme.

Les partenariats peuvent être divisés en trois différentes catégories : les alliances (accords de principe à long terme entre des personnes partageant les mêmes valeurs); les coalitions (ententes à moyen terme caractérisées par des objectifs et des buts communs); et les campagnes (partenariats ad hoc établis en fonction des questions soulevées). L'Ambassadeur Rasool a invité les participants à penser aux groupes de leur communauté avec lesquels ils pourraient établir des partenariats. Les participants belges et français, en tant que représentants de la minorité musulmane de leurs pays, ont trouvé qu'il est difficile d'envisager des alliances avec des partenaires à long terme. En revanche, ils ont envisagé des coalitions à moyen terme avec des organisations de la société civile qui travaillent sur les questions des droits de l'Homme. Les participants de la Libye avaient comme seul objectif d'unir les parties en guerre au sein d'un seul gouvernement et ont exprimé leur disposition à collaborer avec quasiment n'importe quel groupe pour parvenir à cette fin. Les participants américains étaient plus spécifiques et ont suggéré l'établissement de coalitions à moyen et long termes avec les organisations afro-américaines et une campagne ad hoc avec les groupes républicains sur les problèmes communs. L'Ambassadeur Rasool a expliqué que la formation de tels partenariats stratégiques peut être facilitée en déterminant les obstacles et les opposants de chacun. Il a une nouvelle fois fait appel à la collaboration des participants et les réponses ont varié selon la région. Les participants des pays de l'Afrique du Nord, tels que le Maroc et la Tunisie, ont parlé de corruption, de difficultés économiques et de manque d'éducation. Les participants français ont explicitement mentionné l'islamophobie, alors que les Etats-Unis ont signalé la suprématie blanche et l'apathie de la communauté musulmane.

Ayant mis l'accent sur la nécessité d'établir des partenariats, l'Ambassadeur Rasool a inspiré les participants avec son appel à une solidarité multidimensionnelle. Ceci peut être lancé à partir d'une base intraconfessionnelle (au sein de l'islam), interconfessionnelle (entre les autres groupes religieux) ou intercommunautaire (au-delà de la religion en intégrant le gouvernement et les acteurs de la société civile). Ces partenariats donneront aux musulmans le droit d'être considérés comme les autres groupes, tout en conservant leur droit d'être différents. Les participants ont été touchés par l'exemple de l'Afrique du Sud et se sont mis d'accord sur le fait que les chefs religieux et communautaires doivent devenir des citoyens engagés, formant ainsi de larges coalitions dans le cadre de la lutte à long terme de l'extrémisme violent.

### **Perspectives de lutte contre l'extrémisme violent entre la région MENA et l'Occident**

Les programmes de lutte contre l'extrémisme violent aux Etats-Unis ont historiquement été limités aux communautés musulmanes, ce qui reflète leur motivation fondamentalement discriminatoire. Négliger d'autres formes d'extrémisme violent et travailler uniquement avec les communautés musulmanes jouent en faveur de ceux qui dépeignent les musulmans comme étant les seules

personnes nécessitant une déradicalisation. Alors que ces programmes cherchent à renforcer la résilience et à prévenir l'extrémisme violent, l'approche strictement sécuritaire a souvent poussé les communautés américano-musulmanes à considérer ces programmes comme étant juste une autre mesure de surveillance et de collecte de renseignements. Cependant, les communautés musulmanes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA), qui sont les premières victimes des extrémismes violents, ressentent particulièrement le besoin d'établir des programmes de prévention d'extrémisme violent et non des programmes de lutte contre l'extrémisme violent. Elles sont les premières victimes physiques de la violence extrémiste et souffrent des approches sécuritaires agressives.

### **Conclusions et voie à suivre**

Les participants ont éprouvé un sentiment de confiance et un désir de collaboration au cours de l'atelier de travail. Une compréhension mutuelle et une détermination partagée ont permis de surmonter les obstacles fondés sur la nationalité, le genre et l'idéologie politique et religieuse. Les participants ont immédiatement établi une plateforme de communication en ligne afin de poursuivre leurs discussions à distance et sont enthousiastes de se réunir de nouveau dans le cadre du second atelier de travail réitératif au milieu de 2018. Ils se sont sentis inspirés par les 60 projets locaux de prévention de l'extrémisme violent qui ont été élaborés par les participants de la phase 1 et sont impatients d'assumer la prise en charge de leurs initiatives en temps voulu.

Il a largement été reconnu que les leaders religieux et communautaires devraient assumer un rôle plus actif en naviguant dans les médias en ligne, et les sondages d'évaluation post-atelier ont indiqué que les participants exigent une formation plus approfondie sur les médias et l'établissement de coalitions. Les participants ont encouragé le Centre Carter à continuer son engagement à l'égard de ces questions. Les réseaux en expansion des praticiens de la prévention de l'extrémisme violent qui se sont développés au cours de ces ateliers réitératifs ont le potentiel de promouvoir la paix et une culture de respect des droits de l'Homme dans les pays d'origine et à l'étranger.

Le Centre Carter  
One Copenhill  
453 Freedom Parkway  
Atlanta, Géorgie 30307



[www.cartercenter.org](http://www.cartercenter.org)